

REVOLUTION INTERNATIONALE

SOMMAIRE :

-FRANCE :
Les grandes manoeuvres politiques
de la bourgeoisie.....p.2
Renault : la CGT mine le terrain
des luttes.....p.3
"Marche des jeunes" de la CGT :
la galère syndicale.....p.3
-LUTTE DE CLASSE MONDIALE :
Grande-Bretagne : une défaite
pleine de promesses.....p.4
Pologne : Solidarnosc paralyse les
réactions ouvrières.....p.4
-CRISE :
Famine et surproduction..... p.6
-GUERRE :
La barbarie s'accélère.....p.7

Organe en France du Courant Communiste International, n° 131, avril 85, 5 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

SE MEFIER DES SYNDICATS NE SUFFIT PAS, IL FAUT LES COMBATTRE

● Paralyser, décourager la lutte de classe tant qu'elle peut encore garder le contrôle de la situation, voilà ce qui est au coeur des préoccupations de l'ensemble de la bourgeoisie.

Alors que depuis dix-huit mois la combativité ouvrière se manifeste en Europe face aux attaques croissantes de la bourgeoisie, la question est d'autant plus préoccupante pour le gouvernement français qu'il doit porter son attaque à un niveau plus élevé.

C'est pour cela qu'il développe une propagande intense autour de "l'échec de la grève des mineurs en Grande-Bretagne". A l'appui de cette campagne, il brandit triomphalement un sondage dans lequel il apparaît que 1984 a été l'année où le nombre de jours de grève est tombé au chiffre le plus bas depuis 1967. Faire croire qu'il n'y a pas de luttes ou que celles-ci ne servent à rien : voilà son objectif.

La réalité est tout autre. Le combat est réellement engagé partout, simultanément ou tour-à-tour : la sidérurgie, l'automobile, les mines, les chantiers navals, l'électronique et une multitude de petites entreprises sont poussées à réagir de plus en plus massivement. C'est là une situation de tension extrême, proche du point d'ébullition.

Partout, dans tous ces secteurs, se manifeste un même refus de la politique de la bourgeoisie, refus des licenciements, refus face à l'attaque des conditions de vie et de salaires.

Récemment, les employés de la Sealink, les ouvriers des chantiers navals de St Nazaire (aux A.F.O.), de CIT Alcatel, de Duceillier, de Thomson CSF, de LIT, de RVI dans la région lyonnaise, les mineurs de Decazeville, ont fait parler d'eux.

Ces manifestations de mécontentement traduisent clairement la mobilisation des ouvriers autour de leurs intérêts de classe : ils n'acceptent pas de faire les frais de la crise, même sous l'égide d'un gouvernement de gauche.

Ainsi, lorsque les ouvriers de LIT manifestent devant la mairie PS de Rocard à Conflans-St-Honorine, lorsque les ouvriers des A.F.O. s'affrontent aux CRS, lorsque les marins-transporteurs de Boulogne-sur-Mer s'opposent à la police, c'est directement à l'Etat de gauche qu'ils s'affrontent.

Au-delà de ces réactions, quatre ans de gouvernement de gauche ont sérieusement entamé la crédibilité tant des partis soi-disant "ouvriers" que de leurs appendices syndicaux.

Cela s'est exprimé par le peu de succès rencontré par les "actions syndicales" : journées d'action-bidon, manifestations-balades, marches dans les beaux quartiers, journées "ville-morte", mots d'ordre "de grèves d'un

quart d'heure, d'une demi-heure, d'un jour, de 48 heures"... par rapport auxquelles la classe a accumulé une longue expérience. Non seulement ces actions n'entravent pas l'ordre bourgeois mais le prolétariat lui-même en fait les frais : l'isolement, le dévoiement, l'épuisement, et au bout, le goût amer de la défaite, de Talbot à Citroën, de Creusot-Loire à Duceillier.

Au coeur de cette expérience où s'enracine une méfiance grandissante envers la gauche et ses syndicats, se pose la question de lutter autrement, d'opposer

une résistance efficace, réelle, aux assauts répétés de la bourgeoisie.

C'est cette dimension proprement gigantesque qui est au centre de toutes les hésitations ; c'est l'énormité du pas à franchir entre la question qui se pose aujourd'hui dans la classe - à qui se fier ? - et la réponse qui se profile : "on ne doit se fier à personne qu'à nous-mêmes".

C'est précisément de ces hésitations devant l'ampleur des tâches à accomplir, dont profite la bourgeoisie pour assurer son offensive grâce à son

appareil d'encadrement, en particulier syndical : ainsi le PC et la CGT se sont-ils mis résolument, depuis la sortie du PC du gouvernement, "du côté des mécontents", appelant à l'éventualité d'une "grève générale" en janvier 85, multipliant les "initiatives" de récupération (journées d'action, "marche des jeunes"), reprenant systématiquement à leur compte toute explosion de mécontentement pour en prendre la tête et l'encadrer.

(suite p.2)

ESPAGNE

LA POUSSEE DES OUVRIERS POUR ETENDRE ET ORGANISER LEURS LUTTES EUX-MEMES

La presse internationale est de plus en plus silencieuse sur le développement des luttes ouvrières en Europe. Si elle n'a pas pu cacher la grève des mineurs en Grande-Bretagne - et encore n'en a-t-elle parlé vraiment que lorsqu'elle a décliné - elle l'a dénaturée en en faisant un cas isolé, en ne disant rien sur les mouvements qui, depuis plus d'un an, se succèdent en Europe : RIEN sur les luttes violentes dans les chantiers navals d'Espagne de l'automne 84 à janvier 85, RIEN sur la situation d'ébullition actuelle où c'est dans tout le pays que de nombreuses grèves se multiplient (voir article ci-dessous), RIEN sur l'éruption de différentes grèves en Hollande pendant les mois d'hiver (industrie alimentaire, pêcheries, bâtiment, docks), RIEN sur l'Islande où s'est développé en octobre le plus grand mouvement de grèves jamais vu dans ce pays (10 % de la population ouvrière), RIEN sur la série de mouvements qui continuent à se développer en Grande-Bretagne, RIEN sur les grèves qui se multiplient dans les pays nordiques, ni sur la "grève générale" qui vient d'être déclarée au Danemark par les syndicats face à la pression d'un mécontentement massif.

La presse ne parle - à la limite - que des réactions violentes dans les pays sous-développés - et encore, faiblement - parce qu'elle peut plus facilement les faire apparaître comme "différents" : tels les affrontements incessants en Afrique du Sud où "l'apartheid" peut être tenu pour responsable. Telle la grève générale illimitée qui paralyse la Bolivie, où elle peut trouver comme explication des chiffres étourdissants : 2 000 % d'inflation ! Ces emballements de la crise et de la barbarie sont en train de gagner du terrain. Et aujourd'hui, c'est au coeur de l'Europe que se créent les conditions d'une extension des luttes ouvrières sans précédent, parmi lesquelles la plus importante est leur simultanéité. Et c'est cette simultanéité que la presse cache, "ignore" sciemment.

C'est dans ce contexte que le CCI a estimé nécessaire de produire un tract international (encarté dans ce journal) distribué dans dix pays, pour lutter contre la dénaturation de la grève des mineurs en Grande-Bretagne, et réaffirmer sa signification réelle pour les mouvements qui se développent partout en Europe. Il est nécessaire que les ouvriers prennent l'orientation et l'organisation de leurs luttes en main eux-mêmes, contre les magouilles syndicales. Aucune lutte ne doit rester isolée, face à la gravité de la situation présente (30 millions de chômeurs en Europe) et à venir (une nouvelle récession mondiale).

● Dans un contexte général où la principale force de toutes luttes est la tendance à la simultanéité internationale, où les phases de recul vont être chaque fois plus courtes, où l'aggravation de la crise et l'accélération de l'histoire poussent chaque fois plus les ouvriers à s'impliquer dans le combat, où la réflexion et la prise de conscience tendent à être chaque fois plus profondes, actives, et massives, où, enfin, la perspective du chômage massif oblige les ouvriers à concevoir leur lutte du point de vue de leurs conditions de classe, par delà les conditions particulières de chaque entreprise, secteur, nationalité, localité, etc... Dans ce contexte, chaque lutte doit être évaluée en fonction de sa contribution au combat général de la classe, et non de ses résultats économiques immédiats.

Dans les luttes actuelles en Espagne, de la construction navale en janvier à celles des postes de Barcelone en ce mois de mars, dont la presse internationale ne dit PAS UN MOT, les tendances qui indiquent le futur, l'avenir du combat se retrouvent dans :

- une recherche opiniâtre de l'extension des luttes au-delà des secteurs ;
- le développement d'une méfiance du rôle d'"organisateur de la lutte" des syndicats, et l'affirmation de plus en plus nette d'une volonté de s'auto-organiser, de prendre en main directement l'orientation des luttes, de la part de fractions toujours plus larges d'ouvriers.

(suite p.5)

FRANCE

LES GRANDES MANOEUVRES POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE POUR MIEUX AFFRONTER LE PROLETARIAT

● Les médias et tous les partis bourgeois se sont donnés beaucoup de mal pour nous faire redécouvrir les vertus du parlementarisme et de la démocratie.

Les ingrédients de la campagne pour les cantonales :

- un "bilan positif" de la politique économique menée par le PS depuis 4 ans, que l'on oppose à la gestion de la droite ;

- la menace de montée de l'extrême-droite à travers Le Pen ;

- une propagande tous azimuts autour du "déclin" du PC.

Tout a été forgé ou utilisé pour nous ramener aux urnes de la démocratie, pour nous replonger dans l'atmosphère nauséabonde de la course aux partis bourgeois : lequel est le mieux ou le moins mauvais ?

Ce qui ressort de la campagne ? Une confirmation du processus déjà large-

ment amorcé il y a 9 mois avec la sortie du PC du gouvernement : la gauche doit retourner dans l'opposition afin de parer à la menace de mouvements sociaux.

Le relais est vite passé, dès le lendemain des élections, le déchaînement des passions prend un nouvel élan autour du référendum sur les lois électorales.

A travers tous ces discours, tout ce battage, chaque parti amenant sa pierre à l'édifice, la bourgeoisie nous a dressé un tableau vivant de ce qu'elle nous réserve. Elle s'organise pour mener ses tâches à bien tout en essayant de maintenir un certain crédit aux yeux des travailleurs. Cantonales, lois électorales, législatives de 86, la trame est tissée pour tenter de mobiliser nos préoccupations sur la fausse voie du choix démocratique.

tions de budgets sociaux, la restriction des aides aux chômeurs, c'est lui.

Demain il nous interpellera : la "liberté des peuples", c'est lui. La justice, avec l'abolition de la peine de mort, la liberté de "choisir son école", la sécurité des citoyens, c'est lui. Mais nous devons

nous rappeler : l'envoi des CRS contre les ouvriers, les préparatifs à la répression, sous couvert d'anti-terrorisme, les interventions militaires au Tchad, c'est lui.

En réamant son appareil politique la bourgeoisie se prépare ainsi, via le passage du PS dans l'opposition, aux côtés du PC, à attaquer plus durement les ouvriers.

Le P.C. déjà opérant dans l'opposition

hurlent les médias, ont confirmé le déclin du PC. Quel déclin ?

Doumeng, membre éminent du PCF ne disait-il pas le 24.2 à Midi-Press : "Le PCF est très fort. Il a tenu son Congrès avec Maestria. Qu'est-ce qu'il vaut mieux ? Avoir 18% de voix, ou être maître de la SNCF, de l'électricité et des ports ?"

En somme, ce qui préoccupe le PC, c'est moins le nombre de ses électeurs, que sa capacité à contrôler, encadrer, chapeauter la classe ouvrière dans ses secteurs les plus concentrés, les plus conflictuels. C'est en effet la tâche à laquelle il se dévoue. C'est le rôle qu'il assume aujourd'hui dans chaque lutte. C'est pour mener ce travail à bien qu'il a quitté le gouvernement il y a neuf mois. C'est pour être à la hauteur de la situation sociale qui menace, qu'aujourd'hui il se marginalise des autres partis de la bourgeoisie.

Dans les mois à venir, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que de mettre en pratique son attaque anti-ouvrière. Si la riposte ouvrière a encore un caractère essentiellement défensif, les conditions sont néanmoins réunies, pour une offensive d'ampleur. La bourgeoisie mesure l'importance et la gravité de ces échéances : c'est dans ce contexte qu'elle s'emploie à réamener son appareil politique. Le PC est d'ores et déjà sur le terrain contre les luttes. Il revient au PS de rejoindre cette démarche.

M.O.

Pour le P.S. : sortir sans trop de casse

du gouvernement

Responsables et gérants des "intérêts économiques de la France", Mitterrand et Fabius prétendent avoir assaini la situation : "ça va mieux (...)" L'inflation a été divisée par deux, le déficit du commerce extérieur par trois, l'investissement industriel reparti... La réalité : le déficit du commerce extérieur est passé de 661 millions en décembre, à 3,6 milliards en janvier et 6,5 milliards en février !

Les chiffres confirment les difficultés de la France à acquérir un minimum de compétitivité sur le marché international, malgré toutes les "restructurations" industrielles effectuées depuis l'arrivée du PS au pouvoir.

D'autre part la perspective d'une recession de grande ampleur condamne l'économie nationale à se dégrader encore davantage et à un rythme plus accéléré. Pour freiner le rythme de cette dégradation, il n'y a qu'une solution : renforcer la politique déjà largement entamée. C'est ce que Mitterrand a confirmé récemment : "Il faut persévérer dans la politique engagée en affrontant s'il le faut l'impopularité".

Rentabiliser au maximum l'appareil productif, tenter d'augmenter la compétitivité signifie en clair des "dégraissages" d'effectifs, une compression croissante des salaires, des limitations dans les budgets sociaux qui sont improductifs pour le capital. En bref, les ouvriers payeront la note. C'est eux qui "devront contribuer à l'effort national de redressement de leur économie". Le gouvernement a ainsi planifié, entre autre, une attaque consistante aux travailleurs de Renault. Mais l'initiative de sa mise en pratique est délicate à prendre : le PS ne pourrait que s'y salir davantage les mains, et compromettre ainsi son aurole déjà maculée de parti des travailleurs.

Après quatre ans d'attaque croissante contre les conditions de vie de la classe ouvrière, comment croire encore que le PS puisse privilégier les intérêts des travailleurs ? Comment croire que notre situation va s'améliorer ?

Pour la bourgeoisie, il faut à tout prix désamorcer les questions suscitées par cette situation. Pour cela il

faut faire miroiter d'autres fausses préoccupations : l'argument de la montée de la droite et de l'extrême-droite agité comme un épouvantail (voir notre article dans RI n° 130) a un double objectif :

- Blanchir le PS aux yeux des travailleurs ;

- Poursuivre la réorientation de l'appareil politique de la bourgeoisie.

1- BLANCHIR LE PS

- Au niveau économique, si le chômage est le point noir de la politique économique du PS, Fabius justifie la non responsabilité du gouvernement dans ce domaine : "Observez la réalité autour de vous. Les entreprises qui ont procédé récemment à des licenciements ou même qui ont fermé, leurs difficultés sont pour une bonne part dues à ce qui s'est passé avant 81". Autrement dit : la responsabilité en incombe à la droite. Certes, nous dit le PS, la gestion de la gauche n'est pas parfaite mais elle est plus "sociale" que celle de la droite.

- Le PS a un objectif qu'il alimente par tous les biais nécessaires : se démarquer de la droite. Les campagnes qui ont accompagné les événements en Nouvelle-Calédonie avaient amorcé cette démarcation entre les soi-disant porteurs de la "démocratie", le PS, et une droite intransigeante "réactionnaire" quant au sort de la Nouvelle-Calédonie. Le PS, aidé par la droite tente de nous entraîner sur le faux terrain, droite, gauche, se décernant les galons de "gauche démocratique", seule garante des libertés, contre la droite.

2- REORIENTATION DE L'APPAREIL POLITIQUE

A travers ces discours, cette démarcation de la droite, le PS cherche moins à s'accrocher au pouvoir, à s'aménager une sortie crédible face à la menace de ripostes ouvrières. Demain il nous interpellera : les lois Auroux, la création d'emplois, les TUC, le souci des "nouveaux pauvres", c'est lui. Mais nous devons nous rappeler : les licenciements dans la sidérurgie, les mines, l'automobile, c'est lui. Le blocage des salaires, les restric-

FORBACH

L'EXPLOITATION C'EST MORT ET MISERE

● A Forbach, 22 ouvriers sont morts, à peu près en même temps que les mineurs anglais redescendaient au fond du puits après un an de grève. On a pu assister alors au télescopage de deux types d'explications. D'un côté la CGT nous refaisait le coup de "Germinal" : "le mineur héroïque gueule noire -c'est un métier dur mais c'est notre métier- sus au profit des charbonnages". D'un autre côté, nous pouvions lire dans "Libération", le discours réaliste du style : "Vous voyez bien qu'il est urgent de fermer ces puits qui tuent nos braves ouvriers, il faut en finir avec ces archaïsmes". Dans les deux cas, il s'agit en fait de mystifier les mineurs et la classe tout entière avec comme objectif de faire passer sans trop de casse les 8 000 licenciements prévus.

C'est vrai que le charbon, dans la plupart des mines et dans la plupart des pays européens, n'est plus rentable. Quel est le sens d'aller chercher du charbon à mille mètres de profondeur quand ailleurs, d'un seul mouvement d'une pelleteuse mécanique on peut en extraire plus de dix tonnes ! Il existe d'autre part des sources d'énergie plus faciles à exploiter. Le charbon recule par rapport à l'électricité, au pétrole, au nucléaire. Le charbon sur lequel s'est appuyé le capitalisme dans des régions entières de l'Europe devient une activité annexe. Mais ce n'est pas par "humanité" que le capitalisme ferme les mines. Ce n'est même pas seulement les secteurs "archaïques" dans lesquels elle licen-

cie, mais aussi dans les secteurs de pointe. La réponse essentielle que doivent faire les révolutionnaires est de dire que nous ne devons pas rentrer dans la logique économique de la rentabilité, du profit tiré de tel ou tel secteur. Si nous posons la question en terme de profit par usine, par branche d'industrie, nous sommes transformés, nous les travailleurs, en une marchandise comme une autre que l'on achète au plus bas prix quand on en a besoin et que l'on jette dès que l'on n'en a plus usage. Nous ne devons pas accepter les discours de "Libération" qui se basent sur une réalité mais qui conduisent à l'acceptation passive des licenciements : soyez chômeurs, au moins vous ne risquez plus de mourir au fond de la mine. Le chômage n'est pas un progrès par rapport au risque encouru en descendant au fond, il n'est pas un progrès par rapport à un travail dangereux, il est l'autre réalité du travail : quand on n'a plus besoin de vous, on vous jette comme une vieille chaussette. Il faut bien se rendre compte que les deux discours sont une même réalité du discours capitaliste : quand ils avaient besoin des mineurs c'était "il faut retrousser vos manches", quand ils n'ont plus besoin d'eux, c'est "la mine c'est dépassé, c'est dangereux, le progrès c'est l'abandon du charbon". Il n'y a pas de "progrès" à attendre du capitalisme aujourd'hui ; la logique du profit est en contradiction absolue avec les besoins humains des producteurs.

L.G.

SE MEFIER DES SYNDICATS NE SUFFIT PAS

(suite de la p.1)

S'ils ne parviennent pas ainsi à enrayer la méfiance grandissante vis-à-vis des syndicats et des partis politiques, ils parviennent cependant encore à empêcher que cette méfiance et le mécontentement grandissant ne se transforment en lutte efficace, en prise en charge de leur lutte, directe et active, par les ouvriers. Ils gardent ainsi, sur le terrain, l'initiative, le contrôle de la situation.

L'offensive de la classe dominante, l'attaque systématique de nos conditions d'existence, ne peut que s'amplifier et s'accélérer. Dans cette situation il n'y a pas d'autre perspective que d'intensifier les luttes. Con-

trairement à l'insistance pernicieuse de la propagande bourgeoise sur "les luttes ne servent à rien", il n'y a pas d'autre choix que de lutter, plus massivement, plus consciemment. Il n'y a pas d'autre issue pour les ouvriers que de prendre la direction de leurs luttes en main directement, en rejetant lucidement le contrôle syndical et les fausses perspectives de la gauche qu'elle mettra toujours en avant pour paralyser et détruire la force des ouvriers. Même si le chemin est difficile il n'y a pas d'autre issue pour les ouvriers que de dégager eux-mêmes une autre perspective à la situation.

MYS

RENAULT

LA CGT MINE LE TERRAIN DE LA LUTTE



Par deux fois pendant le mois de mars, la CGT a balladé quelques ouvriers de Renault dans Boulogne, pour "populairiser la lutte contre les licenciements" dans une mascarade de recherche de solidarité, comme ils ont déjà pu le faire dans les nombreuses "journées villes-mortes" qui n'ont servi qu'à enfermer les ouvriers dans "leur ville", "leur usine", "leur région".

● C'est sur tous les fronts que la bourgeoisie porte son attaque contre la classe ouvrière. Dans tous les secteurs de la production, c'est la baisse des effectifs, des salaires réels ; partout ce sont des licenciements, le non renouvellement des postes libérés par les retraités. Le chômage atteint des records. Cette attaque tous azimuts a été planifiée de longue date par la bourgeoisie. Elle sait qu'elle doit faire avaler la pillule amère de l'austérité et de la misère à la classe ouvrière et elle utilise tous les moyens dont elle dispose pour que cela se fasse avec le moins possible de remous sociaux.

C'est dans ce contexte que Renault est aujourd'hui pour elle, un objectif de premier plan. Mais Renault, c'est d'abord tout un symbole pour l'ensemble de la classe ouvrière. De plus, que ce soit Billancourt ou Vénissieux, les entreprises sont situées dans les concentrations ouvrières les plus importantes en France

Les besoins de la lutte ouvrière

Pour la classe ouvrière, les moyens pour résister efficacement à l'attaque de la bourgeoisie et la faire reculer, sont simples et clairs :

- entrer en lutte uniquement sur la base de ses propres intérêts de classe, c'est-à-dire contre les licenciements et la dégradation de ses conditions de vie ;
- aller chercher la solidarité active de tous les autres secteurs ouvriers et étendre la lutte ;
- et pour ce faire, se donner les mo-

La CGT défenseur de l'entreprise et du capital national

Pour l'ensemble de la classe, il devient de plus en plus clair qu'il n'y a pas de solution économique à la crise, que ce n'est pas telle ou telle gestion qui peut "sauver" les entreprises. Elle en a déjà fait l'amère expérience, que ce soit à travers les milliers d'ouvriers licenciés dans la sidérurgie auxquels la gauche (PC et CGT compris), avait promis en 81 des lendemains qui chantent, ou que ce soit ceux d'Ugine-Fos dont l'usine était présentée comme un symbole de la "révolution technologique".

C'est par rapport à cela qu'aujourd'hui à Renault, la CGT lance la fameuse "affaire Moskitch". Il s'agit pour elle de faire croire aux ouvriers que le déficit de l'entreprise est dû à une "mauvaise gestion", qu'il y a une solution économique, qu'on peut conserver les emplois.

Au-delà du fait que "l'affaire Moskitch" n'est qu'une mystification dans la mesure où l'URSS est un marché non solvable, la seule véritable intention de la CGT, à travers celle-ci, est d'enchaîner les ouvriers à leur entreprise, de lier leurs intérêts à ceux de Renault et donc du capital.

Et l'Humanité du 6/3/85, de prendre le relais : "Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que celui de la lutte pour redresser leur entreprise".

De plus, alors que les ouvriers se confrontent dans tous les pays aux mêmes problèmes, alors qu'ils se battent

(régions parisienne et lyonnaise).

Que les ouvriers de Renault soient menacés de licenciements constitue un potentiel de lutte et de prise de conscience pour l'ensemble de la classe. Et ce, par la masse qu'ils représentent dans la plus grande concentration ouvrière en France, mais aussi, et en conséquence de cela, parce que le déclenchement d'une lutte à Renault, constitue une possibilité d'extension rapide du combat à tous les ouvriers de la région qui subissent le même sort, ou l'ont déjà subi.

Aussi la bourgeoisie, pour ne pas courir ce risque, aujourd'hui, est obligée de prendre des détours pour atteindre son but. D'abord en n'affrontant pas ouvertement les ouvriers de Billancourt et en s'attaquant à la périphérie du groupe (après RVI, le secteur des biens d'équipement) en même temps que sur le terrain, elle charge la CGT de dévoyer toute velléité de réactions ouvrières vers des impasses.

yens de la diriger et la contrôler à travers des assemblées générales qui décident réellement.

Par ces moyens, et ceux-là seulement, les ouvriers s'affirment comme classe autonome face à la classe ennemie. Par ces moyens, ils constituent une force réelle et consciente. C'est ce que redoute la bourgeoisie, c'est ce que toute son activité tend à paralyser, et les outils essentiels pour cela sont les syndicats, en particulier aujourd'hui la CGT.

partout pour défendre leurs intérêts contre ceux du capitalisme et de chaque capital national, la CGT "s'insurge" contre "l'abandon national" et appelle les ouvriers de Renault et d'ailleurs, "ceux qui ont la tripe française" à "s'engager dans le combat pour que leur pays, la FRANCE, ne devienne pas d'ici à une génération, un désert industriel c'est-à-dire un pays sous-développé." (tract de la CGT Renault-Billancourt du 20/3/85)

Aujourd'hui, la bourgeoisie porte ses attaques partout à la fois, mais Renault représente, pour elle, une échéance majeure. C'est pour cela qu'elle est amenée à la préparer du mieux qu'elle peut. Si elle multiplie les campagnes de diversion (du danger Le Pen à la Nouvelle-Calédonie, en passant par l'anti-terrorisme, etc...) pour détourner l'attention des ouvriers sur de faux problèmes, dans les entreprises, les syndicats et en particulier la CGT, ont la charge de miner le terrain de la lutte et de saboter toute velléité de riposte ouvrière.

C'est dans cette même direction que la CGT travaille aujourd'hui à Renault.

Alors que pour les ouvriers, c'est une nécessité vitale d'entrer en lutte massivement, et de façon décidée contre l'attaque que le gouvernement a commencé à leur porter, contre les licenciements qui leur pendent au nez, la CGT (et le PC) propose des "actions

énergiques" : se balader autour de l'usine (comme à Douai) ou dans la rue commerçante de Boulogne-Billancourt par exemple, participer à une campagne de signatures de cartes-lettres qu'une délégation porterait à M. Besse.

Mais la colère menace à Renault et ce ne sont pas ces "actions énergiques" qui empêcheront la lutte d'éclater. La CGT le sait bien et tente de dynamiser le terrain préventivement.

Alors que tous les ouvriers comprennent de plus en plus qu'une grève, aussi combative soit-elle, si elle reste isolée, si elle ne s'étend pas aux autres secteurs est condamnée à l'échec (les mineurs anglais en ont fait la dure expérience), la CGT porte tous ses efforts à faire du problème Renault le problème d'une corporation (l'automobile), d'une entreprise ou d'une usine (Billancourt). Isoler les ouvriers de Renault et les livrer pieds et poings liés aux licenciements, voilà le projet essentiel de la CGT aujourd'hui.

Elle l'a déjà prouvé l'an dernier en enfermant les ouvriers sidérurgistes dans la défense de "l'acier français", dans la "défense de la Lorraine", dans celle de leur entreprise, elle l'avait

également fait à Talbot et à Citroën, elle l'a encore fait récemment à Creusot-Loire ou Ducellier.

La classe ouvrière ne manque malheureusement pas d'expérience sur les agissements des syndicats et en particulier de la CGT.

Aujourd'hui, les ouvriers à Renault comme partout ailleurs, n'ont pas d'autre choix que de rejeter les objectifs gestionnaires, nationalistes, corporatistes et usinistes de la CGT, de refuser l'enfermement syndical de la lutte, de refuser l'isolement, la défaite et les licenciements.

Ce refus c'est aussi se donner les bases pour mettre en oeuvre à partir de Renault, les moyens de classe que sont l'extension du combat, à travers des délégations massives vers les autres entreprises. La capacité ouvrière de résister efficacement à l'attaque bourgeoise est à ce prix.

P et JE

Paris 23 mars: Marche de la CGT pour "la jeunesse et l'emploi"

LA GALERE SYNDICALE

● On a beau être habitué aux désolants cortèges syndicaux, en particulier à ceux de la CGT, cela fait toujours un choc de voir des centaines de personnes trimbalées tout au long d'une parade tricolore qui ne laisse dans son sillage que canettes de bière jonchant le sol et, dans les têtes, la tristesse des fausses fêtes.

Pour un jour la CGT a récupéré le slogan "la galère y en a marre" pour organiser une manifestation caricature de la galère syndicale.

Cette fois-ci, la CGT s'est particulièrement dépassée. En voulant faire jeune et pour ce faire, mêlant grossièrement tous les clichés censés représenter la jeunesse actuelle à la naphtaline et au bromure des mots d'ordre syndicaux, la CGT a réussi un tableau humain d'ensemble particulièrement sordide et dérisoire que seul son mauvais goût et surtout ses intentions peu avouables de récupération et d'auto-publicité pouvaient permettre.

Comme "première" de la CGT après le congrès du PCF, cette manifestation éclairait particulièrement ce qu'il advient des luttes sociales dans les mains du syndicat : une mascarade et un enterrement d'une rare et profonde tristesse.

Avec cette manifestation, la CGT voulait notifier que l'avant-garde de la lutte de classe c'est elle, que son organisation, son initiative, ses perspectives, c'est toujours elle. Dès lors on ne pouvait, durant cette manifestation, tourner la tête d'un seul côté, nulle part poser le regard, sans tomber sur le sigle "CGT", sigle qui pullulait comme les boutons sur le visage de quelqu'un atteint de varicelle. Publicité à vomir, drapeaux, badges, fanions, ont pour quelques heures transformé tous les manifestants en "hommes sandwich" du syndicat CGT.

Galérien...? Toi qui composait la dentelle humaine censée représenter "le TGV de la lutte de classe", tu l'étais ! Galérien ? Toi qui t'es promené sur des échasses dans tout Paris, tu l'étais ! Galérien...? toi qu'on a tantes, vitales. Qu'il devient de plus petits drapeaux tricolores dans les mains et fait crier des slogans stupides, tu l'étais ! Tous, pendant une

journée, vous avez ramé pour les syndicats, n'existant plus que pour maintenir un ordre qui vous écrase.

Sordide et dérisoire, tout cela l'était d'autant plus que la ou les questions en jeu, elles, sont importantes, vitales. Qu'il devienne de plus en plus évident que la société actuelle digère de plus en plus mal un chômage élevé, que tous les signes d'une colère profonde qui menace de déferler en bagarre intransigeante, sont présents.

En organisant cette manifestation, la CGT n'avait pas dans la tête que le souci de se faire une publicité monstre qui s'est plutôt révélée comme monstrueuse publicité. En organisant cette manifestation, la CGT a surtout voulu couper l'herbe sous les pieds à toute initiative de lutte de chômeurs, à toute initiative de riposte qui commence déjà à naître et à s'organiser en dehors d'elle, en dehors de tout contrôle syndical. Après avoir, efficacement il faut le noter, aidé à faire passer les licenciements, la CGT comme tous les autres syndicats se veut donner pour tâche de faire digérer le chômage. Avis ! à la classe ouvrière.

Une dernière chose, lors de nos discussions avec le comité de chômeurs de Pau*, nous avons insisté sur les dangers de présenter la lutte des chômeurs comme une "lutte de jeunes" et non comme une lutte de chômeurs, de tous les chômeurs. La manifestation du 23 mars à Paris a justement été une illustration de la facilité avec laquelle on peut aisément récupérer les mots d'ordre de "lutte des jeunes". Il fallait voir comment Krasucki, casquette vissée sur sa tête de piaf, a particulièrement exploité le thème du "rejet de la jeunesse" sur le ton moralisant, pour noyer la vraie question, celle de la lutte de classe où les chômeurs menacent d'être souvent à l'initiative.

Et n'oublions jamais camarades que, quel que soit son âge, quand on lutte on a toujours vingt ans, mais que derrière le syndicat on est toujours vieux, sénile et impuissant.

23/3/85

Prénat

(*) Voir R.I. No 130 sur le comité de chômeurs de Pau.

UNE DEFAITE RICHE DE PROMESSES POUR LES COMBATS DE CLASSE



Le plus vaste mouvement de la classe ouvrière mondiale depuis les combats en Pologne de 1980-81, la grève des mineurs de Grande-Bretagne, vient de prendre fin. Et, comme en 1981, ce mouvement s'est terminé par une défaite. Il semblerait donc qu'une fatalité s'acharne contre le prolétariat : chaque fois qu'il tenterait d'engager un combat, même puissant, contre la classe ennemie, il serait battu par celle-ci et sans espoir que cela puisse changer un jour.

En réalité, si la défaite d'aujourd'hui présente des similitudes avec celle de 1981, il existe aussi des différences importantes entre les deux. Et c'est justement à travers ces différences qu'on peut comprendre combien celle d'aujourd'hui est prometteuse pour l'avenir immédiat du combat prolétarien.

Il y a défaite et défaite

● Une différence saute évidemment aux yeux : alors qu'en décembre 81, les ouvriers de Pologne avaient dû reprendre le travail le fusil dans le dos, après l'assassinat de plusieurs dizaines de leurs camarades et l'emprisonnement de plus de 10 000 d'entre eux, le prix payé par la classe ouvrière de Grande-Bretagne est tout de même moindre. Il y a eu plusieurs morts, des centaines d'arrestations et de licenciements mais, aujourd'hui, les ouvriers ne subissent pas le gant de fer de la terreur policière comme ce fut le cas en 1981.

En Grande-Bretagne, la bourgeoisie n'a pas déchaîné toute la répression dont elle est capable. Elle ne l'a pas fait pour préserver son image de marque "démocratique" - bien que cette image ait été sérieusement entamée tout au long de ces douze mois - mais aussi parce qu'elle était consciente de tout le potentiel de combativité ouvrière qu'un tel déchaînement aurait pu faire émerger.

Cependant, ce n'est pas seulement d'après la violence de la répression qu'on peut juger la gravité d'une défaite. En effet, cette gravité se mesure bien moins aux caractéristiques immédiates de la défaite qu'à ses effets sur les combats à venir, qu'à la capacité de la classe à en tirer les enseignements et donc à s'armer pour le futur.

Les leçons de la défaite

Depuis le siècle dernier, les révolutionnaires ont toujours mis en évidence que le prolétariat apprend des défaites, inévitables, qui parsèment le long et dur chemin vers son émancipation. Cependant, il appartient aux circonstances et à la nature de ces défaites que leurs enseignements soient sur le champ assimilés par les grandes masses prolétariennes ou qu'au contraire, ils ne puissent être tirés - tout au moins dans un premier temps - que par une petite minorité de la classe : sa minorité communiste. Dans le premier cas, ces enseignements viennent rapidement renforcer les combats de classe leur permettant - malgré de courts moments de démoralisation des ouvriers - de faire de nouvelles avancées. Dans le second cas, s'ils prennent place dans le patrimoine historique de la classe - notamment par un enrichissement de son programme - ces enseignements ne permettent par contre pas de féconder les combats immédiats, lesquels ne pourront progresser qu'avec d'autres circonstances et expériences.

Cette différence s'illustre particulièrement par l'existence au 20^{ème} siècle, à l'échelle de grandes périodes historiques, de cours distincts et s'excluant mutuellement : cours vers la guerre impérialiste (comme dans les années 30) et cours vers des affrontements de classe généralisés (comme aujourd'hui). Mais elle s'illustre aussi - certes à une moindre échelle - sur des périodes plus courtes et dans des circonstances plus localisées.

C'est ainsi que les leçons de la grève des mineurs en Grande-Bretagne et de son échec - leçons que le CCI a mises

en évidence dans son tract international encarté dans ce numéro du journal - seront, et sont d'ores et déjà, bien plus facilement tirées par les grandes masses ouvrières que les leçons des affrontements de Pologne en 1980-81.

Il ne s'agit évidemment pas ni de diminuer l'importance historique de ces affrontements ni celle de leurs enseignements. Aujourd'hui encore reste valable ce que nous écrivions dans la "Revue Internationale" n° 29 (Après la répression en Pologne) :

"Le coup de force du 13 décembre 1981 en Pologne a mis fin à l'épisode le plus important depuis un demi-siècle du long combat entre classe ouvrière mondiale et capital. Depuis le ressurgissement historique de la lutte prolétarienne à la fin des années 60, jamais la classe ouvrière n'était allée, en effet, aussi loin dans la combativité, la solidarité et l'auto-organisation. Jamais elle n'avait employé avec autant d'ampleur cette arme essentielle de sa lutte dans la période de décadence du capitalisme : la grève de masse. Jamais elle n'avait infligé à la bourgeoisie de telles craintes, ne l'avait contrainte à déployer autant de moyens de défense".

Cependant, malgré l'importance de ce mouvement et des enseignements qu'il apportait (1), ces derniers n'ont pu que très partiellement être assimilés par les grandes masses du prolétariat.

Certes les combats de Pologne ont porté un coup décisif à une mystification qui avait pesé de façon terrible sur le prolétariat pendant des décennies : le mensonge de la "patrie du socialisme", sur des fers de lance de la contre-révolution qui a suivi la vague révolutionnaire des années 17-23, un instrument essentiel du sabotage des luttes dans les années 30 et de l'embrigadement des ouvriers dans la seconde guerre mondiale. Cependant, avant même que les combats de Pologne de 80-81 ne le dévoilent aussi crûment, ce mensonge avait déjà perdu la plus grande partie de son impact notamment parmi les ouvriers des pays les plus avancés. De plus, la bourgeoisie des pays occidentaux a très habilement retourné cet enseignement contre le prolétariat en mettant en avant les mérites de la "Démocratie" contre le "totalitarisme".

Quant aux autres enseignements de ces combats - notamment ceux sur l'importance de la grève de masse et de l'auto-organisation dans la lutte de classe aujourd'hui, ceux sur le syndicalisme et la carte de la "gauche" dans l'opposition - comme instruments efficaces du capitalisme - s'ils ont été soulignés par les révolutionnaires, ils n'ont pu apparaître clairement aux yeux de la grande majorité des ouvriers. La bourgeoisie de tous les pays s'est employée habilement et efficacement à ce qu'il en soit ainsi en présentant les luttes de Pologne comme une "spécificité" des pays privés de "Démocratie", en faisant du syndicat Solidarnosc le continuateur des MKS, les organes de combat d'août 80 (alors qu'au-delà des personnes faisant partie de l'une ou l'autre organisation, il y avait une différence de classe entre elles), en lui attribuant l'auréole du martyr grâce aux emprisonnements et persécutions de ses dirigeants.

Par contre, les enseignements de la lutte et de la défaite des mineurs de

Grande-Bretagne, même s'ils sont moins nombreux que ceux des combats en Pologne, parlent beaucoup plus directement à la classe ouvrière mondiale et seront beaucoup plus difficilement occultés par la bourgeoisie.

En premier lieu, ils concernent un combat mené dans une des métropoles du capitalisme et non dans un pays de la périphérie, ce qui interdit en particulier d'en faire une quelconque "spécificité" aux yeux des masses ouvrières de ces métropoles.

En second lieu, ils portent un coup décisif à toute une série d'illusions entretenues par les syndicats et qu'ils utilisent abondamment pour saboter les luttes. En effet à travers la lutte et la défaite des mineurs, il est maintenant beaucoup plus clair qu'avant pour des millions d'ouvriers :

- que la durée d'une lutte a cessé d'être une force ;
- que les collectes d'argent en guise de "solidarité" ne sont d'aucune utilité pour les combats ;
- que l'isolement dans un secteur, même lorsque la lutte mobilise des masses ouvrières très importantes, ne peut aboutir qu'à la défaite.

Ces enseignements sont essentiellement négatifs mais ils déblayaient le chemin à une prise de conscience profonde dans la classe de toute l'importance de l'extension géographique des combats comme condition de leur succès.

Dans la grève des mineurs, le syndicalisme - grâce au "radicalisme" du syndicat des mineurs et de Scargill - ne s'est pas pleinement démasqué aux yeux

des masses ouvrières, même si on a pu constater un certain nombre de gestes (poursuite de la grève dans certaines mines après le mot d'ordre syndical de reprise, colère contre Scargill traité de "jaune" et de "traître" par des ouvriers) qui indiquent une certaine prise de conscience du rôle des syndicats même les plus "combatifs". Cependant, la clarté croissante des ouvriers sur la nécessité de l'extension à laquelle les syndicats continuent de tout faire pour s'opposer est le meilleur garant de la poursuite de cette prise de conscience.

Le développement des luttes ouvrières

Il existe enfin une autre différence entre la défaite de 81 en Pologne et celle d'aujourd'hui en Grande-Bretagne qui permet de miser sur les promesses de cette dernière. En 81, la défaite subie par les ouvriers n'affecte pas seulement ceux de Pologne. En fait, comme nous l'avons mis en évidence à l'époque, c'est toute la classe ouvrière mondiale qui a subi un recul au cours de l'année 81 laissant les mains libres à la bourgeoisie pour déchaîner sa répression contre les prolétaires polonais et développer avec un certain succès ses campagnes mystificatrices. La démoralisation, le désarroi, la difficulté de tirer les véritables leçons de la lutte en Pologne n'en avaient été que plus grands pour les prolétaires du monde entier.

POLOGNE

SOLIDARNOSC AUX PREMIERS DE L'ATTAQUE CAPI

● En Pologne, le syndicalisme vient de faire une nouvelle preuve de sa redoutable efficacité dans la défense des intérêts... capitalistes.

Début février, le gouvernement annonce pour le mois suivant une série de hausses de prix souvent considérables : 42 % sur la farine, 45 % sur le sucre. Immédiatement, la direction clandestine de Solidarnosc ainsi que Walesa et quelques autres dirigeants syndicaux de premier plan réunis à Gdansk réagissent "fermement". Ils appellent à l'action : un quart d'heure de grève pour le 28 février soit presque trois semaines après. Le gouvernement réagit à son tour : le 13 février il arrête pour "tentative de troubles contre l'ordre public" trois des signataires de l'appel parmi les plus connus, Michnik, Frasnink et Lis, et il convoque Walesa devant le procureur. Le 23 février, les syndicats officiels, créés de toutes pièces par le pouvoir lors de la levée de l'état de guerre, entrent à leur tour dans la danse : ils se "rebiffent" (comme dit "Libération") en "exigeant fermement l'étalement du projet de hausse". Le 25 février, le gouvernement les "écoute" et annonce un tel étalement accompagné de quelques hausses des salaires les plus faibles. Le 26 février, Walesa et Bukajak (président de la direction clandestine de Solidarnosc) annulent le mot d'ordre de grève pour le 28 tout en maintenant les autres "actions" prévues (discussion avec les directions d'entreprises, envoi de pétitions). Le 28 février, un certain nombre de débrayages ont lieu cependant, notamment à l'usine de tracteurs d'Urus (un des fers de lance des combats

de 76 et 80) tandis qu'à Gdansk, Walesa signale qu'il a dû dissuader des jeunes travailleurs de se mettre en grève. Pour sa part, le quotidien "Zycie Warszawy" dit clairement "certains ont interprété faussement (le report sur la hausse des prix) comme un abandon de ces augmentations, mais on ne peut se faire aucune illusion à ce sujet".

En décembre 1970, en juin 1976 et durant l'été 80, des hausses de prix semblables à celles que la bourgeoisie s'appête à appliquer maintenant avaient provoqué en Pologne des mouvements considérables de la classe ouvrière qui, à chaque fois, avaient contraint les autorités à reculer. Cette fois-ci, par contre, la classe ouvrière subit, sans pratiquement aucune réaction, cette nouvelle atteinte à ses conditions d'existence. Il faut y voir évidemment un effet des menaces qui pèsent sur les ouvriers en cas de grève (3 ans de prison) de même que de la démoralisation engendrée par la répression de décembre 81. Mais cette explication ne suffit pas, car les risques qu'avaient pris les ouvriers lors des autres mouvements étaient également considérables et, tant en 70 qu'en 76, ils avaient payé de plusieurs centaines de morts et d'emprisonnements leur combativité. En réalité, l'arme la plus efficace dont dispose aujourd'hui la bourgeoisie pour maintenir l'ordre social, tant en Pologne que dans la plupart des autres pays, c'est le syndicalisme. C'est grâce aux appels bidon à la lutte de Solidarnosc qui ont agi comme soupape de sécurité que les ouvriers ne sont pas entrés spontanément dans le combat. La technique

LA POUSSEE OUVRIERE POUR ETENDRE ET ORGANISER LES LUTTES

(suite de la p.1)

La recherche de l'extension des luttes au-delà des secteurs

● Depuis le mois de janvier, de nombreuses initiatives ont exprimé une recherche tenace de l'extension (bien que difficile et confuse) :

- à Bilbao, les ouvriers des différents chantiers navals avaient réagi à l'enfermement maintenu par les syndicats du "chacun dans son usine". Ils se sont unis à d'autres ouvriers en lutte (Fabrelec -électroménager-, transports publics) et les syndicats ont dû, pour éviter les assemblées communes, organiser une "coordination des comités d'usine" et une "journée de lutte commune", pour empêcher les ouvriers des chantiers d'Euskalduna de s'unir avec ceux des transports publics (en grève également et qui manifestaient quotidiennement), la police a encerclé le chantier.

- à Cadix, les ouvriers du chantier naval, déviés par les syndicats vers un vieux quartier de la ville, se sont dirigés aussi vers les conducteurs d'autobus, qui se sont mis en grève en solidarité.

- à Vigo, la proposition syndicale d'aller "occuper les banques" fut transformée en un appel à la solidarité des employés de banque, appel largement entendu.

- des ouvriers d'autres entreprises ont appuyé expressément, dans diverses actions, la lutte de leurs camarades de la navale : ceux de Casa (construction d'avions, où les 2000 licenciements prévus ont été temporairement retirés par le gouvernement pour éviter la conjonction avec les luttes de la navale) se sont joints à Madrid et à Cadix aux manifestations. Ceux des mines et de la sidérurgie l'ont fait dans les Asturies. SEAT (à Barcelone, principale usine d'automobiles en Espagne) s'est mis spontanément en grève quand un ouvrier a été assassiné par la police à Bilbao, et les ouvriers sont partis en manifestation le jour suivant. Les ouvriers de Bazan (chantiers navals militaires qui ne sont pas encore touchés par les licenciements) ont participé à plusieurs reprises à des assemblées, des grèves et des manifestations communes avec les chantiers d'Astano.

Mais la contribution la plus importante dans la recherche de l'extension fut la marche des ouvriers des chantiers navals sur Madrid, initiative venue des ouvriers que les syndicats se sont empressés d'appuyer pour que les ouvriers acceptent de leur en laisser l'organisation. A Bilbao et à El Ferrol, cependant, les ouvriers ont loués des trains, des autobus, ou des camions, pour aller à Madrid. Face à l'idée persistante des ouvriers de se diriger D'ABORD vers les grandes concentrations industrielles, qui entourent Madrid, les syndicats ont organisé une équipe de 300 délégués syndicaux (soigneusement triés) pour éviter que les ouvriers ne le fassent eux-mêmes.

A Madrid, les ouvriers ne restèrent pas passifs. Le matin, plus de 1000 ouvriers tentèrent de se diriger à l'endroit où se tenait le congrès du PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol), comme l'avaient fait la veille les ouvriers de Pepsi-Cola, menacés de licenciements. L'après-midi, quelques 50 000 ouvriers avaient rejoint la manifestation, montrant que la marche sur Madrid n'était pas l'enterrement de la lutte, mais un puissant stimulant pour de nouveaux combats, particulièrement à Madrid, seconde concentration ouvrière du pays.

Il est vrai que les syndicats ont répondu efficacement à toutes ces tentatives d'extension des luttes, leur opposant un simulacre d'unité propre aux syndicats :

- ils ont multiplié jusqu'à la nausée les journées de lutte, soigneusement échelonnées par régions, et dont ils ont souligné l'échec pour démoraliser les ouvriers ;

- les syndicalistes "de base" ont tenté de mettre en avant comme perspective la "guerrilla urbaine" : coupures de trafic, blocage des trains, saccages de bars, de magasins ou de banques, de bâtiments de l'Etat ou du patronat, incendies d'autobus, escarmouches avec la police : toutes violences qui ne peuvent être un but en

soi et tuent la lutte par manque de perspective ;

- les "commissions ouvrières" (syndicat du parti communiste espagnol) ont proclamé pompeusement une journée de solidarité dans toute l'Espagne, qui fut en fait une mascarade de solidarité : partout, la grève fut convoquée sur des objectifs régionaux et corporatistes, faisant figurer en bas de liste la "solidarité avec la navale". Pour parer à tout risque, les syndicats ont évité de s'adresser aux grandes entreprises, se sont centrés sur les secteurs les plus isolés et les moins concentrés. Pour comble, il n'y eut aucun appel à la grève à Barcelone, Cadix et dans les Asturies : ce fut en fait une tentative de démontrer, de mettre dans la tête des ouvriers que toute solidarité de classe est impossible ;

- dans les grèves qui ont éclaté en mars dans les postes de Barcelone, les syndicats ont d'abord tenté de fermer la grève sur la spécificité des dernières mesures prises dans la ville (augmentation des samedis travaillés) : devant la pression des ouvriers, ils ont été contraints d'appeler à une grève "générale des postes" de peur que les ouvriers n'aillent mettre en grève eux-mêmes bien d'autres secteurs que les postes.

Les tentatives de prendre directement les choses en main, contre le contrôle syndical

L'extension des luttes n'est possible que si ce sont les ouvriers eux-mêmes qui la prennent en charge. La méfiance vis à vis des "professionnels de l'organisation des luttes", s'est exprimée, dans les luttes en Espagne de ces derniers mois, de façon de plus en plus ouverte, comme un choc entre deux volontés opposées.

Déjà, lors de la lutte des sidérurgistes qui a précédé celle des chantiers navals, les ouvriers s'étaient violemment affrontés aux syndicats dans les derniers jours du combat. Ces affrontements étaient le fruit d'une colère infinie devant les retournements de vestes continuels des syndicats (alternant les "intransigeances contre les licenciements" et les acceptations sans condition, pendant une année entière) : mais ces affrontements, s'ils révélaient aussi la colère accumulée, signifiaient aussi que pendant toute la grève, les ouvriers avaient suivi, avec plus ou moins de méfiance, les consignes syndicales.

Avec les luttes dans les chantiers navals, la méfiance s'est développée et cristallisée en de nombreuses occasions :

- dès la fin octobre ; les "programmes de journées de grève" soigneusement préparés par les syndicats ont commencé à être débordés par la dynamique propre des ouvriers ;
- lors de la marche sur Madrid, les ouvriers ont éjecté les syndicats de la tête de la manifestation ;
- à Bilbao, les syndicats ne sont pas arrivés seuls à contenir la pression des ouvriers des chantiers et des transports à s'unir : c'est la police qui a dû intervenir ;

- à la SEAT, à Bazan, CASA (voir plus haut) ou Pepsi-Cola, les ouvriers se sont solidarisés avec leurs camarades de la navale qui avaient désobéi aux consignes syndicales ;

- dans les chemins de fer, le "comité inter-centres" avait planifié différentes journées de luttes échelonnées. Lors de la première "journée" les ouvriers, enfreignant les consignes de "rester à la maison" ont organisé des assemblées massives, ce qui a amené les syndicats à annuler les autres "journées" prévues, et le gouvernement à revoir en hausse ses propositions d'augmentation de salaires ;

- à Ford (Valence, 9000 ouvriers), des débrayages ont eu lieu, au cours desquels les syndicats ont essayé vainement d'empêcher la tenue d'assemblées générales.

- Mais c'est surtout dans les dernières grèves des postes que s'est manifestée plus clairement la remise en question active des syndicats :

Dès le début, les ouvriers ont imposé une assemblée générale permanente (quotidienne) et élu un comité de grève sans pouvoir de décision, mandaté et responsable devant les assemblées. La grève, pourtant n'est pas totale, mais la participation des grévistes aux assemblées est de 100 % .

C'est l'assemblée qui décide et impose une plate-forme revendicative en 15 points, dont beaucoup dépassent le cadre provincial fixé par les syndicats. Les ouvriers n'acceptent pas la direction des syndicats, même s'ils la tolèrent. Les propositions de remplacer le comité de grève et les commissions de négociations formées dans les assemblées, par un comité syndical (ainsi que l'appel à rentrer au travail) ont été rejetés unitairement par l'assemblée générale, si violemment que les syndicats ont dû les retirer.

A la seconde semaine de grève, les syndicats aidés par la direction qui refusait de négocier avec des "organes illégaux", sont parvenus à noyauter le comité de grève (malgré le contrôle de l'A.G.), qui se retrouva composé de seuls syndicalistes. En même temps, les syndicats contrôlaient l'action des piquets (initialement chargés de l'information) qui se perdaient de plus en plus dans des actions stériles (saccages divers), ce qui a eu pour résultat d'isoler les éléments les plus combattifs.

Si les ouvriers refusent que les syndicats "organisent" la lutte, c'est qu'ils ont déjà fait l'expérience des maquillages syndicaux, des grèves bidons qui n'aboutissent qu'à la démoralisation. Mais le refus s'arrête-là, si la défense de l'assemblée générale devient un but en soi, les syndicats reprendront toujours le dessus, s'appuyant sur le manque de perspective des ouvriers. La défense de l'assemblée générale, c'est la défense du fait que la décision appartient à TOUS les ouvriers, c'est ne pas laisser le contrôle à des syndicats qui poussent systématiquement à l'enfermement. Contre eux, dans les A.G. doit s'exprimer plus nettement la volonté d'étendre la lutte, la conscience des enjeux, de l'ampleur des combats qui se préparent aujourd'hui. C'est ce besoin qui est à l'origine du rejet des syndicats, et c'est seulement en rejetant les syndicats qu'il pourra se traduire en actes. Les syndicats sont prêts à lancer leur machine dès qu'une grève éclate. Il faut d'entrée les contraindre, imposer une autre dynamique, avant qu'ils n'épuisent la combativité dans les filets de leurs "propositions d'actions".

Perspectives

Ces poussées de la classe ouvrière qui s'expriment aujourd'hui en Espagne ne sont pas "spécifiques", particulières à l'Espagne. Ces luttes, sont un moment, les débuts d'une lutte plus large.

En Espagne, le niveau de chômage dépasse les 20 % : ce sera bientôt le cas partout en Europe. A court terme, en Espagne, d'autres licenciements vont tomber : 15 à 18 % du personnel de la santé, 4000 licenciements dans les industries de biens d'équipement, 6000 dans les chantiers navals militaires, fermeture d'une usine du groupe PSA (soit 9000 à Talbot à Madrid ; soit 8000 à Citroën à Vigo), à Fasa-Renault, 3000 à Ford, 20 000 dans les chemins de fer.

Des mouvements de chômeurs commencent à se développer, témoin la manifestation massive de chômeurs à Barcelone le 7 mars.

Ce poids du chômage, et la généralisation de l'attaque anti-ouvrière rendent de plus en plus nécessaire de ne plus en rester à des grèves partielles, isolées, divisées.

Dans des secteurs de plus en plus nombreux, les luttes s'arrêtent, reprennent : commencées sur une revendication, elles s'arrêtent pour reprendre sur d'autres, ou la même (métallurgie, textile, postes...).

La simultanéité croissante des conflits est un terrain de plus en plus favorable à cette nécessité d'unir les luttes. En Espagne, ce sont en même temps les 4 principaux centres industriels du pays qui sont en effervescence :

- Bilbao, où, après la grève des chantiers navals, c'est celle de Fabrelec (électroménager) qui continue ;

- Madrid, qui, après les grèves dans l'industrie alimentaire et la marche de la navale, a connu ce mois dernier 5 jours de grève à Talbot ;

- Valence, où les journaliers agricoles manifestent et discutent avec les ouvriers d'AHM (qui ont mené l'année dernière des luttes très dures) et où, à Ford, des grèves spontanées ont éclaté contre la sanction de 40 ouvriers qui refusaient les cadences imposées ;

- Barcelone, où une première manifestation des chômeurs a côtoyé la grève des postes.

C'est de ces potentialités-là que les ouvriers doivent se saisir de façon décidée pour organiser leur défense. Aujourd'hui en Espagne, comme dans le reste de l'Europe, l'avenir est à l'extension du combat.

D'après ACCION PROLETARIA section du CCI en Espagne.



Aujourd'hui, par contre, la grève des mineurs s'est terminée alors que se poursuit dans les pays centraux du capitalisme (notamment en Espagne et au Danemark en ce moment même) la vague de luttes qui a débuté à la mi-83. Les conditions n'en sont que meilleures pour que dans tous ces pays la classe ouvrière intègre beaucoup plus directement dans ses prochains combats les enseignements que lui apporte la lutte de ses frères de classe de Grande-Bretagne. Ces derniers ont payé très cher le difficile chemin du prolétariat vers la généralisation de sa conscience de classe. Mais leur lutte n'aura pas été inutile, loin de là, comme ne seront pas inutiles les nombreuses défaites par lesquelles devra encore passer la classe ouvrière mondiale avant d'avoir la force d'abattre la barbarie capitaliste.

24.3.85 F.M.

Note :

(1) Ces enseignements ont été mis en évidence tout au long des années 80, 81 et 82 dans notre journal et dans la "Revue Internationale" (notamment ses numéros 23 à 29 et 31) auxquels le lecteur pourra se reporter.

ERES LIGNES ALISTE

n'est pas nouvelle, elle fut employée en de multiples reprises par ce syndicat tant au cours de sa période légale (par exemple pour saboter la mobilisation ouvrière de mars 81 contre les violences policières de Bydgoszcz) qu'après l'instauration de l'état de guerre (notamment en octobre 82 alors que les chantiers navals de Gdansk s'étaient mis en grève). Pour leur part, les autorités font tout le possible pour que ces sabotages répétés des luttes ne viennent pas trop entamer la crédibilité de Solidarnosc auprès des ouvriers qu'il a en charge de contrôler. C'est pour cela qu'elles ne cessent de persécuter les dirigeants syndicalistes afin de préserver leur auréole de martyrs tout en se gardant bien d'éliminer définitivement -alors qu'elles pourraient le faire- les moyens de propagande (radio clandestine, presse) et la structure clandestine (qui joue les Robin des Bois) du syndicat. En faisant semblant de céder aux injonctions des syndicats officiels (qu'elles contrôlent) mais non aux "menaces" de Solidarnosc, elles se payent même le luxe de maintenir le mythe qu'elles refusent de reconnaître l'existence effective de ce dernier syndicat.

On peut donc croire Walesa quand il déclare que Solidarnosc "se sent tout aussi responsable (que les syndicats officiels) de la situation économique du pays". En Pologne, comme partout dans le monde, le syndicalisme mérite la confiance du gouvernement, du FMI (qui réclame à celui-ci un renforcement de l'austérité) et de l'ensemble de la bourgeoisie internationale.

F.M.

LA REVOLUTION COMMUNISTE EST UNE NECESSITE

● Les yeux exorbités des enfants d'Ethiopie mourant de n'avoir rien à manger sont répercutés à l'infini par les médias du monde entier et nous regardent du fond des téléviseurs. La bourgeoisie a, ces derniers mois, lancé une campagne internationale de "solidarité" pour "sauver" les affamés d'Ethiopie.

La faim dans le monde est certainement un des thèmes favoris des campagnes "charitables" de la bourgeoisie. La classe dominante est toujours prompt à profiter des catastrophes pour faire étalage hypocritement de son "humanisme". Les meilleures mystifications sont celles qui se basent sur la réalité, et la réalité de la famine est terrible. Jamais de toute son histoire, l'humanité n'a autant souffert de la faim.

Les campagnes cyniques se répètent alors que le monde est chaque jour un peu plus entraîné dans l'horreur du capitalisme décadent, de son cortège funèbre de guerre et de misère extrême : Biafra, Cambodge, mouroirs de Calcutta, Nordeste du Brésil, Sahel et aujourd'hui Ethiopie...

Pourtant, si ces campagnes se basent sur une tragique réalité, elles n'en sont pas moins un mensonge, une mystification. Ces campagnes visent à minimiser le problème, à en faire oublier l'origine, à empêcher sa solution radicale.

La famine est mondiale, elle est la preuve concrète de la faillite du capitalisme mondial. Elle pose l'absolue nécessité de la révolution communiste.

lière mondiale vers ceux qui en ont besoin". Ce n'est pas nous qui le disons, c'est la Banque Mondiale dans un rapport sur le développement du monde (1982).

Le capitalisme mondial est dans l'impasse, le développement parallèle

de la faim dans le monde et de la surproduction agricole le montre à l'évidence. Finies les illusions tiers-mondistes sur la nécessité que les pays "riches" donnent aux pauvres : la crise est mondiale, c'est le capitalisme qui crée la faim.

La crise de surproduction dans l'agriculture

L'agriculture mondiale est en crise non pas parce qu'elle ne produit pas assez, mais parce qu'elle produit trop. L'agriculture est un des secteurs de la production capitaliste qui s'est le plus modernisé depuis la 2nde guerre mondiale. Ainsi en France, malgré une forte diminution de la surface cultivée, la production a été multipliée par 2 tandis que les effectifs ont été diminués par 3.

L'Amérique croule sous ses stocks de céréales invendus : 30 000 000 de tonnes alors que le total de l'aide alimentaire en 1984 pour le tiers-monde n'a été que de 9,8 millions de tonnes. La CEE ne sait plus que faire de ses montagnes de beurre, de viande (680 000 tonnes de stocks publics alors que, pour 1984, les exportations ont été de 825 000 tonnes), de ses citernes de lait et de vin.

Dans un récent rapport "sur les perspectives des politiques et des marchés agricoles", l'OCDE invite les gouvernements des pays membres à "prévenir et à limiter les surplus agricoles", toutes les productions agricoles sont devenues excédentaires. Les experts de l'OCDE notent que "le progrès technologique et les politiques existantes,

y compris les politiques de prix, conduisent à une expansion de l'offre qui dépasse les possibilités d'augmentation de la demande solvable." Résultat : aux USA, selon le département de l'agriculture, sur 2,3 millions de fermes américaines, 243 000 ont de sérieux problèmes financiers, 154 000 sont dans un état désespéré. En Europe, les prix agricoles ne sont maintenus qu'artificiellement et les fermes ne survivent qu'au travers des aides étatiques.

Comme sur le plan de la production industrielle, la production agricole subit de plein fouet la crise de surproduction qui ravage la planète. Elle en est une illustration frappante, caricaturale. Une famine mondiale qui s'étend, des stocks alimentaires qui pourrissent dans les silos et les frigos, des centaines de milliers de paysans réduits à la misère et qui viennent grossir la cohorte des demandeurs d'emploi, la fameuse "reprise" économique de Reagan n'arrive pas à cacher le développement dramatique de la crise. Et celle-ci tend à culminer aujourd'hui dans la crise financière que traversent les banques américaines spécialisées dans l'agriculture.

La famine est mondiale

En focalisant aujourd'hui sur l'Ethiopie, les campagnes de la bourgeoisie polarisent l'indignation sur l'arbre qui cache la forêt de la famine qui se généralise partout dans le monde.

300 000 êtres humains sont morts de faim en 1984 en Ethiopie, mais aussi 100 000 au Mozambique, des centaines de milliers pour toute l'Afrique et des millions sur l'ensemble de la planète.

9 millions de gens touchés par la famine en Ethiopie, 2,5 millions au Mozambique, des centaines de millions d'hommes dans le monde sont en dessous du minimum alimentaire (les estimations peuvent aller jusqu'à 1,5 milliards).

Mais les chiffres ne disent pas tout, les épidémies qui succèdent aux famines et déciment des populations aux organismes trop affaiblis pour

réagir, les séquelles irrécupérables des carences alimentaires sur ceux des enfants qui, malgré tout, survivent, la misère, la souffrance insupportables.

La bourgeoisie veut nous faire croire que ces maux sont propres aux pays sous-développés, qu'ils sont en quelque sorte exotiques. Mais aujourd'hui la tragédie du Sahel, du Nordeste brésilien, des mouroirs de l'Inde, trouve son pendant dans les ghettos des USA où 35 millions d'américains sont en dessous du seuil de pauvreté, dans les taudis des villes d'Europe où le chômage croissant vient grossir les rangs de ceux que les sociologues de la bourgeoisie nomment les "nouveaux pauvres", ou le "quart-monde" tant leur misère rejoint celle de leurs frères du "tiers-monde".

De la crise de surproduction à la crise du dollar

La crise que traverse la production agricole est un résumé de la crise économique mondiale et la crise présente des banques "agricoles" américaines préfigure la crise qui menace tout le système bancaire international.

Les fermiers américains qui produisent 1/4 de la production agricole mondiale, ont du pour faire face à la concurrence mondiale exacerbée par la surproduction investie massivement pour moderniser et rester compétitifs. Pour cela, ils ont dû s'endetter (215 milliards de dettes en 1984, 1/4 de l'endettement total des pays sous-développés). La hausse du dollar a ruiné leur compétitivité, ils n'arrivent plus à vendre, ils ne parviennent plus à rembourser leurs emprunts.

Sur les 40 banques qui ont fait faillite aux USA depuis le 15 juin, 22 étaient des banques agricoles. Au total ce sont 300 à 600 banques qui risquent de connaître des difficultés à cause des déboires du monde agricole. C'est la panique.

Pour la première fois depuis la grande crise de 1929, des banques américaines ont dû fermer leurs portes devant le flot des épargnants inquiets qui venaient récupérer leurs économies. L'Etat de l'Ohio, a contraint 71 caisses d'épargne à fermer leurs portes

pendant plusieurs jours. L'Etat américain a dû mettre en place un plan de sauvetage financier en catastrophe pour éviter que la panique contagieuse ne gagne tout le middle-west, principal centre de production agricole de la planète.

Du coup, le dollar a baissé sur toutes les places financières du monde pour revenir aujourd'hui à moins de 10 frs. Après l'euphorie de la reprise, l'inquiétude gagne le monde entier car ce qui se passe avec l'agriculture est un résumé avant-coureur de ce qui menace à l'échelle mondiale. Le monde croule sous les stocks industriels comme sous les stocks agricoles. L'endettement mondial est pharamineux : 800 milliards pour les pays du "tiers-monde", 6000 milliards pour les seuls USA. La reprise s'essouffle et la récession menace. Les pays sous-développés ne peuvent plus rembourser leurs dettes, les entreprises en faillite non plus, les ouvriers réduits au chômage non plus. Ce qui se prépare c'est une banqueroute économique et financière comme l'humanité n'en a jamais connue. C'est le capitalisme qui fait faillite. (Voir notre article dans la Revue Internationale n° 41 ; "Dollar, le roi est nu").

Que faire ?

La famine dans le monde est la preuve tragique que le capitalisme n'a plus rien à offrir à l'humanité sinon la misère la plus absolue. La bourgeoisie lance ses campagnes pour faire croire aux ouvriers des pays industrialisés qu'ils sont des nantis, qu'ils n'ont pas à se plaindre puisqu'ils ont à manger, que la crise finalement pour eux n'est pas si terrible... Ces campagnes sont en fait une gigantesque entreprise de culpabilisation qui vise à détourner le prolétariat mondial de sa prise de conscience.

Mais si le prolétariat concentré dans les pays industriels n'est pas coupable, lui qui produit l'essentiel des richesses du monde, il n'en a pas moins une responsabilité cruciale : celle de mettre fin à un système économique, le capitalisme responsable de la tragédie que vit l'humanité.

Mettre fin à la famine dans le monde, c'est mettre fin au capitalisme. Alors que des stocks alimentaires pourrissent, la famine qui sévit montre toute l'absurdité de l'échange capitaliste où il vaut mieux détruire les stocks afin de maintenir les cours, au lieu de donner à ceux qui ont faim et qui n'ont rien à échanger. La famine est aujourd'hui au coeur des métropoles du capitalisme

L'image caricaturale de l'absurdité du système capitaliste : des millions de tonnes de vivres (ici du blé aux USA) qu'on jette plutôt que de la donner à ceux qui ont faim mais qui ne sont pas "solubles". La contradiction entre les potentialités énormes de la production humaine et la situation de misère et d'atrocité pour le plus grand nombre est de plus en plus explosive.



La famine est un problème social

L'extension de la famine aujourd'hui jusqu'aux métropoles urbaines des pays développés, au coeur du monde industriel montre que la faim dans le monde n'est pas le résultat d'une catastrophe naturelle comme voudrait le faire croire la classe dominante.

Avec le Sahel, l'Ethiopie, la propagande voudrait nous faire croire que l'origine de nos maux c'est la sécheresse, l'extension de la désertification et du Sahara. Rien de plus faux. C'est le produit de la crise économique mondiale du capitalisme décadent et de son développement.

Les pays sous-développés sont l'exemple criant de la nature du développement capitaliste et de la paupérisation absolue qui en découle pour l'humanité. Le capitalisme est un système basé sur la concurrence et les pays sous-développés trop faibles, arrivés trop tard sur le marché mondial, sont de plus en plus pauvres sans autre perspective qu'une misère croissante.

L'exemple de l'Ethiopie est caractéristique. Le développement de la monoculture industrielle a détruit l'agriculture de subsistance traditionnelle. Le pays s'est retrouvé au coeur des rivalités des grandes puissances impérialistes et a été ravagé par la guerre depuis des années. Le cynisme et l'hypocrisie des campagnes de la bourgeoisie occidentale sur l'"aide à l'Ethiopie" est d'autant plus atroce qu'elle utilise la famine pour détacher l'Ethiopie du bloc russe.

Mais le sommet de l'absurde est atteint lorsque l'on sait qu'il y a aujourd'hui surproduction agricole à l'échelle mondiale. "L'actuelle production mondiale de céréales pourrait à elle seule fournir à chaque homme, femme et enfant, plus de 3 000 calories et 65 grammes de protéines par jour... Pour éliminer la sous-alimentation, il suffirait de réorienter réellement 2 % de la production céréa-



NOUVELLE POUSSEE DU BLOC AMERICAIN

La barbarie guerrière, c'est la vérité du capitalisme mondial

● Oh ! Il n'est que trop vrai que la situation de guerre au Moyen-Orient atteint un palier d'horreur indicible. Tandis que dans le sud du Liban les refuges de l'Etat israélien se livrent à des rations sanglantes, ailleurs, entre l'Irak et l'Iran, le conflit prend de plus en plus les allures d'une guerre totale. Ce conflit, qui a déjà dépassé en durée la "grande guerre" de 1914-18, a désormais couché près d'un million de cadavres, et rien qu'en une seule semaine, la dernière offensive iranienne et sa parade irakienne ont fait -avec 30 000 morts- plus de pertes humaines que plusieurs mois d'opérations dans l'époque précédente. Plus que l'extension systématique du bombardement des villes, plus que la tendance à ce que les objectifs civils deviennent maintenant la règle, ce qui traduit sans doute le plus atrocement l'escalade totalisante de l'horreur guerrière, ce sont ces gaminis de 14 ans qu'on pousse vers le Front à coups de crosse de fusil dans le dos. Oui, toute cette barbarie de ruines entassées, de paysages transformés en vastes charniers, de soldats de boue au milieu des marécages, tout cela certes est horrible et terrifiant. Malheureusement pourtant, cette horreur, cette terreur sont "normales" : c'est la loi inhérente du capitalisme, du capitalisme décadent.

Alors qu'en Occident, la presse bourgeoise tait le développement des luttes ouvrières -cet espoir d'avenir humain- avec quel luxe d'images elle nous dépeint le spectacle de la guerre au Moyen-Orient! La canaille capitaliste mondiale voudrait décharger sa responsabilité, comme si cette guerre proche-

orientale n'était pas celle d'abord du capitalisme mondial, dans l'intégralité de son système. Comme si l'escalade de l'horreur guerrière au Liban, aussi bien que du côté de l'Irak et de l'Iran, ne décrivait pas tout simplement le mécanisme du capitalisme décadent lui-même. Il faut dénoncer avec la dernière véhémence les pleurs hypocrites que déverse la bourgeoisie mondiale sur les cadavres du Moyen-Orient.

D'abord parce que ce sont la France, les USA, la RFA, l'URSS qui, en renouvelant par voie directe ou par le canal d'intermédiaires l'armement des belligérants, permettent la durée et l'amplification du conflit. Mais ensuite et surtout parce que les belligérants, dans le Golfe ou au Levant, sont en réalité manoeuvrés pour des enjeux impérialistes qui les dépassent : ceux de la rivalité entre le capitalisme de l'Ouest et celui de l'Est.

Pourquoi la bourgeoisie veut-elle avec autant d'ostentation nous plonger dans le spectacle de l'abjection guerrière au Moyen-Orient ? Pour que l'effroi immédiat paralyse le jugement des ouvriers et ne leur fasse voir dans l'horreur que l'horreur, avec l'impuissance d'en déceler les leviers réels et les stratégies véritables.

Les nouveaux développements du conflit entre l'Irak et l'Iran, le regain du militarisme au Levant sont significatifs avant tout d'une chose : la poursuite et l'accentuation de l'offensive du bloc impérialiste américain. Et plus encore, la manière de cette progression révèle la détermination guerrière de l'impérialisme occidental. Avec quelle maestria ce dernier entend aujourd'hui maîtriser son dispositif

moyen-oriental. Au sud-Liban, Israël a ordre de ne pas faire dans le détail du sang pour nettoyer sur le terrain les dissensions inter-libanaises. Les Forces armées de l'Etat hébreu évacuent le nord du Liban pour faire immédiatement place à celles de la Syrie, terme réglé du marchandage d'intégration de cette dernière dans le bloc impérialiste américain. Dans l'esprit, sinon dans toute la lettre des volontés du bloc, le président égyptien Mubarak déploie une avancée diplomatique qui, au travers du règlement de la question territoriale palestinienne, essaie de donner cohésion à l'ensemble des partenaires moyen-orientaux de l'impérialisme occidental. Dans le seul monde arabe du Proche-Orient, la détermination du bloc américain se marque très bien aujourd'hui au travers du soutien unitaire proclamé en faveur de l'Irak.

Que cette dernière, au même moment ait -de toute évidence- reçu le feu vert du bloc américain pour accentuer la guerre de terreur contre l'Iran -par le bombardement aérien systématique des villes y compris la capitale Téhéran, cela donne immédiatement le point de chute de toute la nouvelle gradation offensive de l'impérialisme occidental : non seulement se confirme ici que l'Iran est bien le pivot de sa stratégie moyen-orientale mais encore que le bloc américain veut aujourd'hui précipiter la reddition de l'Iran. Nous avons plusieurs fois eu l'occasion de dire pourquoi la question de l'Iran est si importante pour l'impérialisme occidental qu'il mette si fort prix à son règlement : c'est parce que, au sein du dispositif militaire global du bloc américain en prévision de l'affrontement avec le bloc de l'Est, l'Iran doit occuper un poste clé.

La guerre est une fatalité du capitalisme décadent, elle est une programmation interne dont rien ne saurait contrarier la pente jusqu'aux dernières et suicidaires extrémités, sinon la révolution communiste prolétarienne, et elle seule. Tout pacifisme est dans ce sens contre-révolutionnaire, bourgeois. De l'autre côté, que les révolutionnaires puissent avec justesse dire que l'actuelle résistance du prolétariat contre les attaques capitalistes à son niveau de vie empêche le mécanisme de guerre de se délocaliser et de se généraliser, cela ne les dispense pas d'avertir leur classe que cette résistance ne peut en soi prohiber les préparatifs militaristes de la bourgeoisie mondiale.

S.M.

Sommaire

- Quelle méthode pour comprendre la lutte
- Quelle méthode pour comprendre la lutte de classe ?
- Où en est la crise économique ?
- Dollar : le roi est nu
- La guerre dans le capitalisme
- Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne (K.A.P.D.)
- La constitution du B.I.P.R. : un bluff opportuniste (2e partie)
- Misère du conseilisme moderne
- Le CCI et la politique du "moindre mal" (débat interne)

REUNIONS PUBLIQUES

Après la défaite des mineurs en G. B.,

quelles leçons et perspectives pour les luttes ouvrières

AIX EN PROVENCE :
Permanences les 17 avril et 22 mai de 18 H à 19 H, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

LILLE
Réunion publique le 18 mai à 16 H 30, 23, rue Gossélet.

MARSEILLE
Réunion publique le 10 mai à 21 H, au 205, rue Ste Cécile - 13005
Permanence le 24 avril, de 18 H à 19 H à l'"Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry - 13001

NANTES
Réunion publique le 20 avril à 17 H, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanence le 12 avril à 20 H 30 à la même adresse.
Diffusion le 13 avril de 10 H 30 à 11 H 30 au Marché de la Petite Hollande

PARIS
Réunion publique le 13 avril à 17 H au 27, avenue de Choisy - 75013 PARIS
Métro Porte de Choisy -
Permanences tous les samedis, de 16 H à 18 H (sauf le samedi de la réunion publique), au même endroit.
Diffusion les trois premiers samedis du mois au marché aux Pucés, métro Porte de Clignancourt, de 11 H à 12 H.

ROUEN
Réunion publique le 11 mai à 16 H 30 à la Halle aux Toiles.
Permanence le 13 avril à 16 H 30 au même endroit.

TOULOUSE
Réunion publique le 26 avril à 21 H, Cité universitaire de l'Arsenal, bât.C
Permanences tous les vendredis à 18H30 au Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)
Diffusion les 2ème et 4ème dimanche du mois de 11 H à 12 H 30 au marché aux légumes, Place Jeanne d'Arc, et le 2e dimanche du mois de 11 H à 12 H 30 au Marché aux Puces (place St Sernin).

REUNIONS SUR LE THEME : NOTRE FORCE C'EST L'EXTENSION DES LUTTES, PAS L'ENFERMEMENT SYNDICAL

BORDEAUX
Réunion publique le 18 mai à 17 H au Café Victor-Hugo, 52, cours Victor Hugo
Diffusion le 18 mai de 10 H à 11 H 30, au marché St Michel, place Meynard.

LYON
Réunion publique le 12 avril à 21 H, à M.A.T.O, Impasse Métral VILLEURBANNE, métro République.
Permanence le 16 avril, à 18 H, à la même adresse.
Diffusion au marché aux Puces de Vaulx-en-Velin, le 14 avril à partir de 11 H 30

CLERMONT-FERRAND
Réunion publique le 12 avril à l'ancien lycée Blaise Pascal

TOURS
Permanence le 13 avril à 17 H au 5-7, rue Niepce (arrêt "Lavoisier") JOUE-LES-TOURS.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIV, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
B P 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P O. Box 20193
London Terrace Station
NEW YORK - N Y 10011 - U S A

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
I R Box 21106
10031 STOCKHOLM - S U E D E

REVOLUTION INTERNATIONALE
R I B P 581
75027 PARIS CEDEX 01 - FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
C P 469
80100 NAPOLI - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
W R Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41 - R F A

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou Classe (10 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de Révolution Internationale -1972 (10 F + 3 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (10 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (recueil d'articles -épuisé)
- Sur la Pologne (recueil d'articles -épuisé)
- L'Etat dans la période de transition (20 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du CCI (10 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal + Revue Internationale)
FRANCE ETRANGER ETRANGER PAR AVION
150 F 150 F 190 F

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE ETRANGER ETRANGER PAR AVION
90 F 90 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES (Revue Internationale)
FRANCE ETRANGER ETRANGER PAR AVION
65 F 65 F 80 F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI - CCP 202 3302 X PARIS

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin
4, passage Dieu
75020 PARIS
Directeur de publication : D.Van Celst
No de commission paritaire : 54267



LISEZ
LA REVUE
INTERNATIONALE
No 41

SOLIDARITE, EXTENSION DES LUTTES, ET INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES

A propos de "RI et les mineurs anglais", paru dans "Le Prolétaire" n°381, février 85

● La grève des mineurs en Grande-Bretagne, de mars 1984 à mars 1985, s'est heurtée à l'intransigeance de la bourgeoisie et n'est pas parvenue à s'étendre contre les mesures de licenciements. Quels sont les enseignements d'un tel mouvement (1) qui s'est développé au début d'une vague de lutte de classe internationale marquée par de nombreuses grèves et des mouvements de protestation dans plusieurs pays (2).

Pendant plus d'un an, la grève des mineurs en Grande-Bretagne a été la toile de fond de la situation sociale en Europe de l'Ouest et dans le monde entier, situation qui perdure. Dans tous les pays, la classe ouvrière s'est trouvée et se trouve confrontée aux mêmes attaques de ses conditions de vie.

C'est dans ce contexte que s'est développée et qu'a pris fin la grève des mineurs en Grande-Bretagne. Près de 170 000 travailleurs ont été mobilisés ; les femmes des mineurs ont participé à la grève, des chômeurs se sont joints à la lutte ; des piquets de grève ont été mis en place, faisant reculer, mais sans parvenir à écarter les menaces de licenciements. La bourgeoisie, face à la crise mondiale n'est pas disposée à céder. La grève des mineurs de 84-85 est une défaite partielle de courte durée de la classe ouvrière, sur le terrain où a réussi à la contenir la bourgeoisie -Etat, patronat, syndicats et partis de gauche-

Les "campagnes" de soutien financier : une diversion

En jouant sur le sentiment réel de solidarité qui existe parmi les ouvriers, une des manœuvres par laquelle la bourgeoisie a entretenu et entretient toujours l'isolement, au détriment et contre l'extension de la lutte, c'est le détournement de la solidarité vers un prétendu "soutien financier", par des collectes.

On fait la quête comme à la messe, et dans un "apolitisme" oecuménique, les "bonnes œuvres" de la bourgeoisie, églises, syndicats, associations et groupes animés par des gauchistes de tous bords, "socialistes", "communistes", "anarchistes", rivalisent pour tendre la main pour "la victoire des mineurs", en communiant à l'isolement "superbe" du "bastion" des mines. Y compris les groupes prolétaires, pour se donner l'illusion de "faire quelque chose", appuient, participent, ou tentent d'organiser la "solidarité financière". Ils ne font que tomber dans l'illusion, qu'ils contribuent ainsi à renforcer, qu'une grève d'un secteur isolé peut vaincre la bourgeoisie pour peu... que la caisse soit pleine. Parmi eux, nous avons critiqué Le Prolétaire, journal rescapé en France du naufrage du PCI -Programme communiste- en 1982-83 (3), qui dans le No 379, lançait une "souscription de solidarité" pour que la "grève vive, qu'elle soit victorieuse". Nous avons répondu que les organisations révolutionnaires doivent dire claire-

ment qu'il n'y a pas de victoire de ce type possible à notre époque.

Dans l'article du No 127 de R.I. critiquant Le Prolétaire, nous avons rappelé pourquoi le syndicalisme s'est transformé en une arme d'encadrement du prolétariat par la bourgeoisie et pourquoi les tâches de défense des intérêts immédiats ne peuvent plus être conçues dans les mêmes formes de "préparation", "soutien" et "organisation" qu'au siècle dernier. Nous ne reprendrons pas ici ce point (4).

Croire et faire croire à une "solidarité financière" possible et efficace mène à l'apolitisme, passe sous silence les manœuvres de sabotage de la lutte par les syndicats, comme le NUM (syndicat des mineurs) avec son leader Scargill. Ceci nous a valu une réponse virulente de ce journal (5) concluant : "Le seul résultat de l'attitude préconisée par RI, c'est de désorienter au plus grand profit des forces collaborationnistes et bourgeoises, le terrain des luttes (...)

Pour eux, le seul problème, c'est l'illumination des consciences et les seules interventions ce sont les appels incantatoires à la généralisation des luttes. Qu'ils ne s'étonnent pas alors de ne récolter au mieux qu'un haussement d'épaules, et au pire que le solide mépris réservé à ceux qui refusent de se salir les mains, tout en posant aux révolutionnaires de salon"

(No 381).

ment qu'il n'y a pas de victoire de ce type possible à notre époque.

ment qu'il n'y a pas de victoire de ce type possible à notre époque.

L'intervention des organisations révolutionnaires

Que Le Prolétaire qualifie de "salon" les lieux où le CCI intervient, usines, assemblées, piquets, manifes-

tations, meetings, c'est son affaire. Nous pouvons sur ce point simplement dire que nous ne fréquentons pas les

mêmes "salons" car nous n'y avons pas rencontré Le Prolétaire.

Le PCI, dédaigneux depuis longtemps des "salons", c'est-à-dire des positions politiques de la gauche communiste, s'est disloqué en de multiples groupes, réduits ou muets, avec des anciens militants, isolés, devenus "mouvementistes" ou pro-terroristes.

A force de "se salir les mains" sur le terrain du syndicalisme et du nationalisme bourgeois, le PCI s'est dispersé en donnant naissance à une officine de recrutement pour le nationalisme palestinien, El Oumami, en 1982-83. Le Prolétaire, ce qui reste aujourd'hui du PCI, ne semble pas avoir tiré beaucoup de leçons des erreurs politiques à la racine de cette crise et de cet échec. Que préconise Le Prolétaire sur le "terrain des luttes" ? "Il est certes indéniable que la meilleure solidarité, et qui a cruellement manqué aux mineurs anglais isolés par les trade-unions, c'est la généralisation des luttes. Mais opposer les efforts modestes pour tisser des liens entre prolétaires au-delà des frontières, qu'elles soient nationales ou de catégorie -et notre initiative n'a pas d'autre but- à cette perspective qui ne peut pas être immédiate, qu'est-ce donc sinon tourner le dos au chemin réel qui y mène ?"

Nous n'"opposons" pas les efforts, "modestes" nous n'en doutons pas, du Prolétaire à quoi que ce soit. C'est le syndicalisme, officiel ou non, qui s'oppose au développement de la lutte de classe. Et les "liens entre prolétaires" par les "campagnes de soutien financier" et les "souscriptions" ne font que perpétuer la tradition syndicaliste, ce que Le Prolétaire appelle la "trahison" des syndicats, sans comprendre que le syndicalisme n'est plus la forme appropriée de la lutte prolétarienne parce que son contenu a changé dans la période de décadence du capitalisme, et en particulier à notre époque de simultanéité internationale des luttes ouvrières. Le syndicalisme ne contribue plus à l'"union grandissante des travailleurs" mais à l'isolement grandissant des ouvriers.

Pour Le Prolétaire, par cette position, "Le CCI s'oppose à toute initiative concrète de solidarité avec les grévistes". Faut-il comprendre que les collectes de la CGT française, de la FGTB belge, des syndicats russes invitant des enfants de mineurs en vacances sont des "initiatives concrètes de solidarité" ?

La généralisation des luttes n'est certainement pas une perspective immédiate, mais cette perspective se construit dès à présent dans les mouvements actuels de la classe. C'est concrètement que sont posées aujourd'hui les questions de l'extension et de l'auto-organisation des luttes ouvrières, comme en témoignent les grèves en Grande-Bretagne et celles dans les autres pays. Le Prolétaire attend-il pour en parler que la classe ouvrière ait déjà résolu la question ? Belle "avant-garde".

C'est toujours au nom d'un soi-disant "réalisme", c'est toujours au nom du fait que la "perspective n'est pas immédiate" que l'opportunisme s'est

glissé dans les rangs prolétaires. Le Prolétaire cache ou minimise le but, la généralisation des luttes ouvrières, le renversement de l'Etat bourgeois par la révolution communiste : ce sont là pour lui des "incantations". Il enregistre les "expériences partielles dont l'échec de ce point de vue particulier (?), enseigne la nécessité de dépasser le cadre étroit des corporations, catégories et autres communautés" mais n'en tire pas les conséquences pratiques et concrètes. Ce cadre est non seulement "étroit" -organisation par usine, métier, solidarité financières, délégations permanentes-, mais il est un obstacle qui ne peut être dépassé que par des orientations politiques claires sur les perspectives révolutionnaires de la lutte ouvrière et des propositions de marche concrètes et dès à présent réalisables : les assemblées générales de tous les ouvriers, l'organisation de délégations de masse pour étendre la lutte, la constitution de comités de délégués élus et révocables devant les assemblées, la prise en charge de toutes les tâches dans les grèves et les manifestations par les ouvriers eux-mêmes. Telle est l'intervention du CCI, telle a été l'intervention en Grande-Bretagne tout au long de la grève des mineurs, intervention qui est encore trop faible et trop lente, mais qui prétend influencer dès à présent le développement de la lutte ouvrière, non dans la "sphère des idées" comme le dit Le Prolétaire, mais hors de la "sphère" du syndicalisme devenu bourgeois, dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière aujourd'hui.

M.G.

Notes

(1) Voir tract international dans ce No.
(2) Voir Revue Internationale Nos 38 et 40 et RI No 130.

(3) Sur les "groupes politiques prolétaires", voir Revue Internationale No 11, sept-oct. 1977. Sur la crise du PCI-programme communiste, voir Revue I Internationale No 32, 1er trimestre 83 "Problèmes actuels du mouvement révolutionnaire".

(4) Voir brochure du CCI : "Les syndicats contre la classe ouvrière".

(5) Dans le même numéro d'ailleurs, Le Prolétaire, sous le titre "Les dames patronesses du social-pacifisme", nous qualifie de "dindes", "en plein milieu de la crapulerie politique la plus criminelle", pires que "le journaliste le plus crapuleux du Figaro-Magazine", pour notre dénonciation de l'anti-terrorisme, justification de la terreur d'Etat et du terrorisme parce qu'il n'est en rien une méthode du prolétariat révolutionnaire et des communistes.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.